

ANALYSE de l'Université des Femmes 2006/01 sur le thème :

FEMMES ET POUVOIRS

Objet de l'analyse : Le thème des femmes et du pouvoir est riche d'éléments de réflexion et d'analyse. Place des femmes dans les lieux et processus décisionnels, utilisation et transformation du pouvoir par les femmes, obstacles et écueils de cette évolution, tout cela ne peut se décliner sans évoquer le fondement même du féminisme et de ses expressions. Ce tour d'horizon rapide permet une approche globale des différents enjeux qui se nouent à partir de la notion de pouvoir et de son appréhension par les femmes, leurs mouvements, leurs observateurs et observatrices.

Contexte : L'Université des Femmes a organisé en 2004 un séminaire de formation sur le thème « Femmes et pouvoirs ». Cette analyse reprend le discours de clôture de ce séminaire. Il évoque les différents apports des intervenants sollicités pour cette formation. Les actes complets de la formation constitueront une étude plus complète qui sera publiée dans la collection éditoriale « Pensées féministes » de l'Université des Femmes. L'association se donne comme objectif de diffuser les savoirs élaborés par et sur les femmes. Une des thématiques choisies pour la réalisation des documents d'analyse mis à disposition soit via sa publication périodique « Chronique féministe » soit via son site internet est de creuser les moyens d'avancer sans refaire les combats féministes passés. Pour cela, il est nécessaire de faire régulièrement le bilan des acquis et de les populariser.

1. INTRODUCTION

Choisir de parler du pouvoir s'inscrit dans une continuité par rapport aux préoccupations de l'Université des Femmes qui s'interroge régulièrement depuis sa création sur le sexe du pouvoir (une formation longue a été organisée à ce sujet en 1982) et s'est déjà penchée sur la progression des femmes dans la vie politique (« La démocratie à l'épreuve du féminisme », ouvrage publié en 1998) ou encore sur le pouvoir SUR les femmes (publication « Femmes et extrême droite »).

En voulant repenser aujourd'hui au pouvoir, nous nous inscrivons de façon très claire dans des préoccupations féministes en général. De nombreux ouvrages ou actes de colloque traitent de cette question nécessairement portée par notre objectif d'émancipation. D'un côté, le pouvoir des femmes et leur émancipation, de l'autre le pouvoir des hommes et la domination. En réfléchissant à l'élaboration de notre séminaire « Femmes et pouvoirs » organisé en 2004, nous avons en tête de faire à la fois l'état de la question du pouvoir des femmes de transformer leurs conditions de vie et de pointer ce qui limite encore ce pouvoir. Les 13 séances de formation ont apporté des éléments réponses, mais le bilan est loin d'être simple.

2. DES APPROCHES DIFFÉRENTES DU POUVOIR

Un premier constat : le pouvoir se laisse difficilement appréhender. Il reste malaisé, au terme de la formation, de définir « une fois pour toutes » le pouvoir, en particulier lorsqu'il est confronté à la différence des sexes. Que veut dire le pouvoir quand on est féministe ?

Est-ce le pouvoir sur les femmes ? Est-ce le pouvoir des femmes ? Dans le colloque « Femmes et pouvoirs » tenu en 1992 à Louvain (1), le pouvoir est défini comme « le fait de disposer des moyens pour agir librement et efficacement dans le monde, mais c'est aussi la capacité légale, juridique de poser des actes » (2). « Plus politiquement, le pouvoir c'est la capacité d'agir sur les autres, de leur commander, d'exercer une part d'autorité » (3). Durant notre propre formation, il a été question des droits, de l'accès à la sphère politique, de la citoyenneté. Il a été question aussi de la capacité d'agir sur soi, le pouvoir de dire « quand je veux et si je veux », d'agir pour soi et d'autres femmes ... mais également d'arriver à garder intacts les fruits de son action. La dynamique du pouvoir ne s'arrête donc pas une fois que l'on a obtenu quelque chose. Elle pose aussi la question de la liberté.

Au terme de notre formation, la densité du thème apparaît pleinement. La notion de pouvoir émerge comme un bon analyseur des réalisations du féminisme de la première et de la deuxième vague.

2.1. UNE APPROCHE « GÉOPOLITIQUE » DU POUVOIR DES FEMMES

Des intervenantes ont distingué la « présence des femmes » dans les lieux de pouvoir ou de décision et la « place occupée par les femmes » dans ces mêmes lieux. Ces deux termes sont liés entre eux. La présence, indicateur important, ne dit encore rien de la place et du rôle, qui indique, eux, davantage la capacité des femmes à y exercer du pouvoir.

On peut donc proposer une « géopolitique » du pouvoir des femmes à partir de leur présence au-dedans et en dehors des institutions dans lesquelles se décident les éléments de la vie en commun, et à partir de la place hiérarchique qu'elles y occupent. L'état des lieux du pouvoir des femmes se lirait donc sur une carte en relief, en fonction de leur présence dans les lieux de décision collective et en fonction des places plus ou moins hiérarchiquement supérieures qu'elles réussissent à y occuper. Leur exclusion de certains organes constitue, elle aussi, un intéressant révélateur : Conseil National du Travail, comités d'avis. Encore faut-il, comme le rappelle Jacqueline Heinen, identifier correctement les lieux du pouvoir : les clubs de décision

informels où se joue l'avenir économique à l'abri de la démocratie ne sont pas toujours répertoriés sur cette carte en relief. Le pouvoir des femmes en politique n'est-il dès lors pas un leurre si tout se passe « ailleurs » ?

L'analyse de la place des femmes et du pouvoir qu'elles y exercent doit se compléter par une analyse des stratégies des femmes et, plus particulièrement, des féministes.

Le combat pour le paiement des créances alimentaires - analysé par Marie-Thérèse Coenen - démontre bien comment les femmes sont à la base de stratégies politiques, d'alliances avec des partis et des femmes au sein de ces partis. Mais si les stratégies sont parfois payantes, les femmes voient souvent la reconnaissance de leur travail confisquée, voire leur combat détourné au profit de solutions moins « encombrantes » pour les hommes. L'expérience politique de Georgette Ciselet au parti libéral - présentée par Catherine Jacques - et le processus qui a mené la revendication pour le fonds des créances alimentaires vers la loi récemment votée, raconte précisément cette histoire.

Reconnaître les stratégies des femmes, c'est reconnaître que les femmes veulent du pouvoir et veulent inscrire leurs revendications dans les lieux où il s'exerce. « Le féminisme ne s'inscrit pas « au-delà » de la logique de pouvoir » dit Selma Bellal. C'est ce que montre le travail des femmes syndicalistes qui se font le relais des revendications des travailleuses et montent des alliances. Si le féminisme est un courant critique des pouvoirs (il se définit aussi en partie « contre » le pouvoir comme instrument de domination) il faut aussi reconnaître notre envie collective de pouvoir, de nous inscrire sur cette carte en relief.

Toujours se pose la question du désir des féministes d'être dedans ou dehors, de faire partie des lieux de pouvoir, de refuser le pouvoir ou de reformer, ailleurs, des lieux de pouvoirs que les femmes maîtrisent. La question est posée ouvertement par différents témoignages et interventions. Françoise Gaspard démontre que l'on peut être utile dans le pouvoir et qu'il y faut des relais féministes, comme le montre également Catherine Jacques. Sophie Stoffel évoque la question des alliances stratégiques avec des agents non féministes mais susceptibles de porter une partie du projet féministe par l'implication des hommes dans les relations de genre, tout en maintenant des espaces et des stratégies de non-mixité.

Stratégies collectives et individuelles sont plus complémentaires qu'opposées lorsqu'il s'agit pour les femmes d'obtenir du pouvoir. Les acteurs dominants sont également terriblement collectifs dans leur façon de reproduire du pouvoir et de garder leur privilèges comme l'illustre l'exemple exposé par Yannick Ripa sur les viols et la tonte des femmes républicaines.

Il y aussi une deuxième approche du pouvoir. Le pouvoir n'est pas toujours dans un lieu identifiable, il niche également dans des pratiques qui essaient de changer les *rapports* sociaux qui sont des rapports de pouvoir. L'analyse doit donc être complétée par une « économie politique » du pouvoir qui s'intéresse aux pratiques, à l'expérience vécue et à la façon dont elles sont issues de rapports de pouvoir et dont elles les transforment.

2.2. UNE « ÉCONOMIE POLITIQUE » DU POUVOIR ENTRE LES SEXES ?

Notre formation a permis d'examiner des pratiques concrètes : le vote des femmes (présentée par Jeanine Mossuz-Lavau), l'implication des femmes dans le soin (présentée par Nathalie Lapeyre), le militantisme syndical (avec les interventions d'Anne-Marie Meunier et d'Anne Meyer). C'est un aspect important car le pouvoir n'existe pas sans se marquer par des pratiques concrètes de discrimination, de symboles et de mots qui hiérarchisent les hommes et les femmes. Ce sont avant tout ces modalités effectives qui donnent ou enlèvent du pouvoir aux femmes.

L'économie politique, au sens marxiste, étudie « le développement des rapports des hommes entre eux dans la production sociale, c'est-à-dire des rapports sociaux de production » (cfr Dictionnaire économique et

social, Editions Sociales). Dans un sens féministe, l'économie politique étudie l'évolution des rapports des femmes et des hommes entre eux dans le cadre de la production sociale et domestique. Ainsi, l'étude des pratiques sociales et des conditions dans lesquelles se déploient ces pratiques révèle-t-elle les rapports de pouvoir entre acteurs/actrices en question. Il y a donc bien une « économie » du pouvoir, économie au sens large, comme l'ensemble des actes – économiques/sociaux/culturels - qui donnent ou cèdent du pouvoir.

Le viol a été étudié comme une de ces pratiques où le pouvoir masculin s'exerce de façon absolutiste. Dans l'idéologie franquiste de la guerre civile espagnole, les femmes républicaines sont considérées comme un « canal de transmission » du pouvoir de l'armée franquiste aux futurs patriotes. Elles sont tellement dénuées de pouvoir qu'il est fait fi de la réalité de la reproduction. Le sexisme d'une représentation est souvent le relais d'une pratique discriminatoire, de l'exploitation ou de la domination.

Sophie Charlier a ouvert une autre perspective en démontrant comment l'insertion des femmes boliviennes dans l'économie sociale andine est porteuse d'un empowerment, par rapport à leur famille et dans leur communauté.

L'approche par « l'économie politique » du pouvoir nous rappelle aussi que le rapport à l'économie reste central, comme le rapport à la matérialité de nos conditions d'existence. Michèle Riot Sarcey rappelle bien que le manque de temps des femmes est organisé, que s'occuper des enfants et des adultes empêche de faire de la politique ou d'entrer pleinement dans l'économie. Le pouvoir des femmes serait limité par le temps disponible pour le conquérir. Des conclusions importantes qui rejoignent celles de Christine Delphy dans le numéro 3/2003 de la revue « Nouvelles Questions Féministes ».

Le pouvoir limité des femmes réside également dans ce qu'elles acceptent d'être protégées : rôle du pouvoir religieux sur l'assignation des femmes au privé mais également rôle de la législation protectrice en France (intervention de Michèle Riot Sarcey) et en Belgique (dénoncée par la revue Egalité évoquée par Catherine Jacques). La protection des femmes par les hommes (de loi) est ce qui a permis entre autres aux hommes de s'émanciper du soin et de la reproduction.

Il faut rassembler ces différentes conclusions pour formuler une « économie politique » du pouvoir des femmes, reposant sur l'analyse des mécanismes qui déterminent concrètement ce qui donne et enlève du pouvoir aux femmes.

Quand on analyse les rapports sociaux de sexes il faut toujours comprendre que ces rapports ne sont pas symétriques, que chaque homme et chaque femme y entrent avec des bagages inégalement fournis.

Autrement dit, il y a des lieux de pouvoirs où les femmes sont plus ou moins bien intégrées et des rapports de pouvoir dont le support est constitué d'un ensemble de pratiques concrètes.

3. LA CONTRIBUTION DU FÉMINISME À LA COMPRÉHENSION DU FONCTIONNEMENT DU POUVOIR

3.1. NOMMER LE POUVOIR

Notre formation renforce l'impression que le féminisme a été et reste un puissant vecteur d'interrogation et d'analyse du monde dans lequel nous vivons. Le féminisme a rendu visible, par une irruption certainement très conflictuelle sur la scène publique, d'expériences qui étaient hors champs du savoir et du politique. Le féminisme a contribué à politiser tout le champ de l'expérience, ce qui est indispensable à la formulation de solutions concrètes aux problèmes des femmes.

De la même façon que la lutte des classes se rejoue dans l'apprentissage d'un savoir marxiste plus utile à la classe ouvrière que l'enseignement bourgeois, le féminisme nous a permis de dire ce qu'il y avait de « pourri

au royaume des hommes ». Nommer le pouvoir qui ne se montre pas, qui se cache derrière l'alibi de la nature.

La question des savoirs féministes émane finalement d'un besoin très pragmatique : nommer « l'ennemi principal », ce contre quoi nous luttons, pour le visibiliser, nommer les dominants et les dominés, dénommer/dénoncer le pouvoir partout. « Désigner le centre c'est le rendre moins centre », casser une certaine interprétation du pouvoir et donc sa puissance !

3.2. COMPRENDRE LA DIFFÉRENCE ENTRE CE QUE LES HOMMES ET LES FEMMES VEULENT

Une analyse du pouvoir des femmes passe, paradoxalement, par une analyse de là où nous avons cédé, des échecs des mouvements de femmes. Même si les principes établis dans l'organisation des caisses ouvrières et du mouvement mutuelliste, rappelés par Hedwige Peemans-Poullet, n'ont pas fait fondamentalement fléchir les principes d'accumulation qui se trouvaient au cœur du projet de modernisation capitaliste, il était important de s'y intéresser pour voir ce que le développement *aurait pu être*.

Dans son article pionnier sur le genre, « Genre, histoire des femmes et histoire sociale », l'historienne anglaise Louise Tilly démontre l'intérêt de s'intéresser aux femmes dans la révolution française (4). Dans une conférence sur le rôle des femmes dans le soulèvement de 1789, un orateur l'interpelle et lui dit qu'à ses yeux, savoir que des femmes y ont pris part ne change pas fondamentalement sa connaissance de l'événement. Pour Louise Tilly, c'est d'une grande importance au contraire, dans la mesure où les revendications des femmes ont précisément été rapidement balayées des réalisations révolutionnaires.

Elle dit : « *De même que d'autres perdants du processus révolutionnaire, les femmes se sont battues pour les positions qui continuèrent à être au centre du débat politique pendant le XIXe et le XXe siècle. L'étude des vaincus nous aide à mieux comprendre les vainqueurs, à comprendre pourquoi et comment ils ont vaincu. L'analyse de la révolution est d'autant plus complète et systématique que nous prenons au sérieux les alternatives possibles ; l'étude des formes de la participation des femmes et des réactions qu'elle suscite fournit précisément une de ces alternatives. Voilà « quelle différence cela fait » d'étudier les femmes et le genre* » (5).

3.3. LES SAVOIRS ET THÉORIES FÉMINISTES

Le pouvoir compris comme citoyenneté n'est possible que si sont effectifs le droit au travail, le droit à la justice ET le droit au savoir, à un savoir critique qui est la seule source d'émancipation, de subversion des modèles en place. Les femmes ont du récupérer ces trois symboles pour entrer dans le processus d'individuation au terme duquel elles deviennent citoyennes, comme le mentionne Bérengère Marques-Pereira. Il faut avoir une pensée, un savoir, qui permette de fonctionner dans l'espace public, sinon le droit de voter ne sert à rien.

Un des terrains où le féminisme a posé une contribution majeure est bien celui de la production des savoirs. La théorie sur les « savoirs situés » (6) est présentée comme une des étapes majeures de la construction féministe par Maria Puig. Cette tradition des « savoirs situés » reprend des politiques du féminisme et surtout la question du pouvoir dans les savoirs.

Il faut sortir des concepts et mots usuels qui constituent des pièges pour l'émancipation des femmes : monter un nouveau cadre d'analyse à partir d'une réflexion sur l'utilité du genre. Cette position a été nuancée par Francine Mestrum qui préfère se réapproprier des concepts existants et s'infiltrer à l'abri de mots usuels dans les lieux du pouvoir.

« *Le pouvoir c'est de dire ce que les mots veulent dire* » (Lewis Carroll, Alice aux pays des merveilles).

Ce que nous apprend aussi le féminisme, c'est à dissocier le sentiment d'être opprimé, qui n'est finalement pas très vif dans la perception que nous avons de nous-mêmes, de faits objectifs qui témoignent d'une situation de dépossession.

4. LA CONTRIBUTION DU FÉMINISME AU POUVOIR DES FEMMES

Les contributions proposent tout en même temps une lecture optimiste de l'avancée des femmes et une lecture pessimiste.

4.1. UNE THÈSE OPTIMISTE

Sarah Bracke, en évoquant l'expérience « Nextgenderation » (7), le rappelle fermement. « Not in our name »: il importe que les femmes parlent en leur nom et qu'elles ne laissent pas d'autres, surtout quand ils ont du pouvoir, parler à leur place. Le féminisme a permis d'identifier "qui parle ?" et quel acteur dominant est en train de parler au nom des femmes. Cette identification s'est construite en reliant les discours à des positions de pouvoir. Une évidence s'est alors dégagée : aucun savoir n'est en dehors des rapports de pouvoir. En fait, un tel lieu n'existe pas.

Le féminisme parle au nom des femmes. Cela lui a été parfois reproché, mais a contribué, par ricochet, à ce que toutes les femmes parlent en leur nom propre. Non seulement, cela a permis l'émergence d'une parole féministe scientifique et littéraire, mais cela a contribué grandement à l'accession des études à caractère féministe dans les cénacles culturels et universitaires.

Si la présence des femmes en politique s'est accentuée de manière beaucoup plus importante que ne le laissait supposer l'historique de cette très lente évolution, c'est sans aucun doute grâce aux revendications construites, exprimées et portées par les mouvements de femmes visant à une représentation paritaire, hommes / femmes, dans les instances de décision et d'avis des institutions démocratiques.

Le féminisme a également ouvert une prise en compte progressive de certaines revendications portées par les femmes ainsi qu'une lecture sous l'angle du genre des politiques élaborées pour gérer notre société. Il s'agit d'un immense progrès si l'on regarde l'histoire des femmes ou même celle des trente dernières années. Mais attention ! Cela ne veut pas dire qu'il faille revendiquer l'institutionnalisation à tout prix : il faut rester critique et vigilante par rapport à l'instrumentalisation, la récupération, l'opportunisme, l'éloignement des élites de la base qui leur a permis d'arriver aux postes de pouvoir. Inversement, il ne semble guère constructif de critiquer « par principe » tout ce qui touche au pouvoir politique : malgré des défauts et carences réels, cette institutionnalisation a permis des transformations et une certaine impulsion en termes de changement social, de corrections, de sensibilisation, etc. Bref, l'institutionnalisation n'aggrave pas les choses, au contraire. On peut peut-être se demander si les femmes qui ont réussi à pénétrer les sphères traditionnelles du pouvoir étaient plus motivées par y entrer que par le changer... Cela déplace la critique de l'institutionnalisation sur les pratiques de celles qui s'institutionnalisent...

4.2. UNE THÈSE PESSIMISTE

L'accès aux instances décisionnelles a été facilité pour les femmes, leur présence s'y est accrue mais force est de constater que la nature-même du pouvoir reste inchangée. C'est le résultat d'une reproduction d'un pouvoir construit principalement par des hommes : on en voit des exemples dans les pratiques de prise de parole, d'autorité verticale, de rapports entre les générations de féministes.

Le pouvoir s'exerce aussi sur les féministes : des positions sont prises par certains sur des questions concernant les femmes et cela, souvent, au nom de l'émancipation des femmes. Le slogan des féministes

« pas en notre nom » correspond ainsi à une volonté de ne pas se voir confisquer leurs idées. Le sexisme est toujours celui des autres !

D'autre part, de nombreuses femmes en position de pouvoir contribuent à la reproduction des systèmes masculins et adoptent une pratique excluante pour les autres femmes (voire les hommes). Faudra-t-il dès lors envisager un séminaire sur le thème « féminisme et pouvoir féminin » ? Les féministes luttent aussi sur ce terrain précis et tentent de se détacher délibérément de l'exercice traditionnel du pouvoir caractérisé par des attitudes masculines davantage « payantes » : prises de paroles intempestives, haussement de ton, etc...

Jules Falquet constate que le féminisme institutionnel éloigne les féministes de la base et génère un manque d'autonomie. Cette dichotomie surgit à plusieurs reprises dans les exposés comme dans l'exemple évoqué par Selma Bellal d'une position centraliste et au sein du pouvoir versus une position de dispersion. Finalement se rejoue ici une critique du pouvoir des « fort-e-s » au sein du mouvement des femmes. Certaines femmes refusent alors l'idée du pouvoir pour elles-mêmes tout autant que pour d'autres.

Pour Jules Falquet, enfin, le renouvellement de la différence des sexes à travers une reconfiguration des rôles, « hommes en armes » d'un côté, « femmes de soin » de l'autre, plombe les espoirs d'un monde meilleur et fait douter aussi du pouvoir féministe de transformer le monde.

Enfin, même chez les féministes, les positions divergent et pourraient aller jusqu'à provoquer une cassure au sein du mouvement. Ne sont pas dénoncées d'une même voix les « inégalités inacceptables » ni les « faiblesses inacceptables ». Finalement, la question du pouvoir des femmes pose aussi la question « Qu'avons-nous en commun ? ». Par ailleurs, il est difficile de voir dans le slogan « Le pouvoir aux féministes » la fin du problème : le mouvement féministe est multiple, comme l'ont rappelé plusieurs intervenantes et comme la formation l'a également démontré. Le féminisme des femmes blanches a pu être perçu comme vecteur colonial ou neo-colonial et l'entreprise de réappropriation du langage doit probablement s'effectuer aussi au sein du mouvement féministe par celles qui voient dans le féminisme européen un pur produit de la modernité occidentale.

4.3. DES INTERROGATIONS SUBSISTENT

Il existe toujours des obstacles au pouvoir des femmes, obstacles pourtant bien identifiés. D'où viennent les blocages à s'opposer aux blocages ? Pourquoi le silence des femmes face à leur propre domination ? Est-ce parce que les féministes envisagent elles-mêmes d'appartenir un jour au monde des dominants ? Et que penser de l'émancipation des femmes et de leur pouvoir acquis grâce au concours d'autres femmes placées dans une relation de domination (femmes d'ouvrage, etc.) ? Il faut interroger ce déplacement de l'exclusion du pouvoir. L'émancipation de certaines femmes doit-elle se faire au prix de celle des autres ?

Le pouvoir reste difficile à nommer car il n'y a pas d'unité des luttes féministes. Le féminisme est pluriel. La première difficulté réside dans la distinction entre mouvements féminins et mouvements féministes. Les mouvements féministes sont aussi pluriels. Comment les distinguer ? Si les mouvements féminins ont bien des positions politiques, ils ne se réclament pas de la lutte contre l'oppression et la domination. Ils ne sont pas directement enclins à reconnaître le pouvoir du patriarcat. Par ailleurs, nous pouvons évoquer la théorie sur l'intersectionnalité des rapports de pouvoir et des luttes : qui est le pouvoir dans le cas du foulard ? l'occident non musulman ? le pratiquant arabe ? les laïcs ? Il y a donc une difficulté à parler de « dominés » et de « dominants » dans la mesure où chacune est plus ou moins dominée ou dominante selon les rapports sociaux envisagés. Notons toutefois qu'il est nouveau que les femmes se perçoivent comme dominantes, encore faudrait-il vérifier que cela correspond à un changement dans les faits.

Du côté des structures, des questions restent aussi à creuser. Faut-il les changer ou inventer de nouvelles pratiques ? Y intégrer les femmes change-t-il quelque chose ?

Finalement, plutôt qu'une thèse pessimiste et optimiste, n'y a-t-il pas deux mouvements concomitants : l'histoire nous oblige à reconnaître une progression partielle de la situation des femmes dans de nombreux domaines tout en faisant apparaître des nouvelles configurations inégalitaires qui nécessitent toujours que le féminisme les rende visibles.

5. ET SI NOUS AVIONS LE POUVOIR, QU'EN FERIONS NOUS ?

Durant cette formation « Femmes et pouvoirs », les participants n'ont pas manqué de remarquer le trajet du concept de pouvoir, passé au travers du labyrinthe des différentes disciplines (philosophie, sciences politiques, sociologie, histoire) et des expériences (syndicat, alter-mondialisme, soins aux personnes, université, scène internationale). Et finalement, une question qui n'a pas été traitée en tant que telle émerge au moment de conclure : « **Et si nous avions le pouvoir, qu'en ferions nous ?** ».

5.1. SE POSER LA QUESTION DES FEMMES OU DU FÉMINISME ?

Nous avons interrogé les deux thèmes : la présence des femmes et celle des féministes. Il importe à présent de poser la question féministe : quel pouvoir veulent les féministes ? Et pour en faire quoi ? Pour conquérir le pouvoir tel qu'il s'exerce communément ? Ou y a-t-il désir de plus, de moins, d'autre chose ?

5.2. OSER PENSER EN TERMES FÉMINISTES

Repartons des savoirs. Le savoir situé est le contraire du savoir irresponsable. Quel serait l'aiguillon de ce savoir responsable ? Encore faut-il le définir, on peut choisir de façon responsable de détruire l'environnement, de rechercher du profit, d'investir dans la fabrication de crèmes anti-rides plutôt que dans un médicament contre le paludisme. Le féminisme doit faire la différence et proposer son propre « étalon ». Le « care » (soin des personnes) a été évoqué à plusieurs reprises comme socle de l'expérience des femmes, de toutes les femmes. S'intéresser au « care » en tant que féministe relève pourtant d'un paradoxe. La critique radicale du pouvoir laisse entrevoir une autre logique, sans nom pour le moment, où il ne serait pas question d'impuissance mais bien de quelque chose comme « le pouvoir éclairé par la reproduction ».

Les femmes doivent avoir le pouvoir de garder les limites au-delà desquelles la logique de croissance n'est plus tenable, au-delà desquelles elles constatent au quotidien les dégâts sur leur propre santé ou celle des personnes qu'elles soignent. Le temps et le travail passés à restaurer ce qui a été détruit montre bien à quel point les femmes n'ont pas le pouvoir de garder ces limites. Peut-être même n'arrivent-elles pas à les nommer. Les études sur le processus de socialisation du soin aux personnes démontrent bien que ce sont des femmes qui sont à l'origine de la plupart des associations sans parler des collectifs qui ont le souci de créer du lien social et font un travail entièrement gratuit de réparation du tissu social.

La participation de quelques hommes au soin, qu'il s'agisse des enfants ou des adultes dépendants, ne doit pas masquer la désaffection globale de la société patriarcale pour la reproduction au sens large des liens sociaux. Même au Nord de la planète, on peut douter de l'attachement des femmes à cette reproduction. En fait, si « le reproductif » au sens restreint a été évacué des débats féministes, il n'a pourtant jamais cessé d'être l'objet des luttes féministes.

Françoise Collin évoque l'idée de « contre-monde » au sens féministe, c'est à dire un monde autre, qui ne soit pas qu'un repli sur la famille.

6. CONCLUSION

Après ce séminaire de formation consacré au thème des femmes et du pouvoir, il reste donc du travail : déconstruire l'opposition devenue stérile du « productif/reproductif ». Cette coupure en deux du monde est tributaire d'une interprétation moderne et réductrice de ces deux pôles en opposition. Le problème n'est pas que les stratégies des femmes soient collectives ou individuelles mais vers quoi elles sont tournées : les femmes n'ont pas de projet reproductif en elles, elles doivent le construire. Et il est certain que l'expérience du service aux autres, de l'attention peut y contribuer. Reste des écueils : l'investissement dans le productif ne réduit-il pas les femmes à se faire les auxiliaires des forces de la domination ? D'autres dangers les guettent, en tant que féministes.

6.1. L'APPEL À LA DÉMOBILISATION DES FEMMES

Après avoir posé la question du « Que faire ? », il faut se demander « Comment ? ». Faut-il envisager la création d'un parti féministe ? Pour Michèle Riot-Sarcey, il faut renoncer à la délégation du pouvoir et le prendre. La liberté, c'est la confrontation permanente. Une autre exigence est issue du projet féministe : le droit de savoir se transforme en obligation de se renseigner, d'avoir une opinion, de mettre en œuvre la démocratie à son niveau le plus élémentaire. « Renoncer aux experts du pouvoir, aux professionnels ». S'il y a délégation du pouvoir, c'est avec reddition de comptes et responsabilité. Dans les faits, n'est-ce pas l'inverse que l'on constate ? Les femmes entendent donc probablement cet appel à la démobilisation : « Que voulez-vous encore ? » sonne comme un « Arrêtons de nous plaindre ! » très dévalorisant pour la lutte et pour les femmes qui s'y engagent. Dernièrement, un enseignant pourtant identifié comme « progressiste » disait « les féministes sont épuisées », signifiant par là « elles se sont épuisées elles-mêmes à force de geindre » mais surtout « reposez-vous ! ».

6.2. MANQUE D'INVENTIVITÉ

Les luttes demandent parfois d'effacer en nous les restes « d'Académie » avec lesquels les féministes abordent leurs propres problèmes. Être capable de se distancier par moment des casquettes d'universitaires, de politiques, de professionnelles, d'expertes en « égalité des chances ou du genre » pour valoriser la casquette féministe et demander l'impossible, à partir des positions individuelles et collectives de femmes. « Le pouvoir ne se donne pas, il se prend ou se perd ». Il ne faut pas considérer que le pouvoir se mérite. Il ne faut pas oublier que les hommes n'ont pas un intérêt immédiat au féminisme, car il signifie la perte de leurs privilèges.

6.3. ENFIN, QUELQUES RECOMMANDATIONS

Au vu de la globalité de ses apports, le chantier de ce séminaire « Femmes et pouvoirs » pourrait utilement se prolonger par l'examen de la question du pouvoir au quotidien. Et un dernier écueil doit garder les femmes vigilantes : le risque de voir des revendications féministes récupérées et affaiblies dans les luttes « générales »

7. NOTES

- (1) L. Courtois ; J. Pirotte ; F. Rosart, « Femmes et pouvoirs : flux et reflux de l'émancipation féminine depuis un siècle », Université de Louvain, Collège Erasme, Nauwelaerts, 1992.
- (2) Idem (1)
- (3) Idem (2)
- (4) L. Tilly, « Genre, histoire des femmes et histoire sociale », Genèses, Sciences sociales et histoire, Tome II « A la découverte du fait social (1890-1900) », Calmann-Levy, décembre 1990
- (5) L. Tilly, op.cit. , p.167.
- (6) Apports des études féministes des sciences, les savoirs situés proposent une discussion sur l'identité

traditionnellement « désintéressée », « neutre » et « anhistorique » du savoir académique et scientifique. Ce problème met en tension le caractère situé de la philosophie (sa géophilosophie) et son anhistoricité (recherche d'une pertinence non réductible au contexte de son émergence) – déf proposée par le Groupe d'Etudes Constructivistes (GEC) de l'Université Libre de Bruxelles.

(7) NextGeneration network : réseau de chercheuses, étudiantes et activistes féministes... voir le site <http://www.nextgeneration.collectifs.net/>

8. BIBLIOGRAPHIE

La bibliographie élaborée par la Bibliothèque Léonie La Fontaine à l'occasion de l'organisation de ce séminaire de formation est trop important pour être reprise ici dans son entièreté. Elle est néanmoins disponible en version informatisée sur simple demande à info@universitedesfemmes.be.

Date du document : janvier 2006

Ont contribué à la réalisation de ce document :

Rédaction : Florence DEGAVRE

Mise en page de la version .pdf : Isabelle VAN CAMPENHOUT

Editrice responsable : Marie-Thérèse COENEN.

© Université des Femmes asbl